

DÉCISION DU MAIRE

N° : 24D086

DOMAINE : 7.10 Divers

Objet : BUDGET PRINCIPAL - PROVISIONS POUR RISQUES CONTENTIEUX

Le Maire,

Vu les articles L.2321-2 et R.2321-2 et 3 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération du conseil municipal n° 21051002 du 10 mai 2021 portant délégations d'attributions du conseil municipal au maire ;

Vu le décret N° 2022-1008 du 15 juillet 2022 portant diverses mesures relatives aux dotations de l'état aux collectivités territoriales, à la péréquation des ressources fiscales, à la fiscalité locale et aux règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales.

Considérant que le maire est désormais compétent pour évaluer et constituer une provision. Il en est de même pour l'ajustement, la reprise des provisions et dépréciations, et le cas échéant de leur étalement ;

Considérant qu'une provision doit être obligatoirement constituée dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la commune ;

Considérant que cette provision est constituée à hauteur du montant estimé par la commune de la charge qui pourrait en résulter en fonction du risque financier encouru. Lorsque le risque se concrétise, il convient de reprendre la provision et de régler la condamnation. Si le risque est écarté, la provision est reprise par une recette de la section de fonctionnement ;

Considérant que la commune a adopté le régime semi-budgétaire des provisions, dans lequel il y a uniquement une dépense ou recette de fonctionnement, regroupée sur le chapitre 68 - Dotations aux provisions - ou le chapitre 78 - Reprises sur provision - ;

Considérant les risques potentiels encourus par la commune au regard de certains dossiers contentieux ;

DÉCIDE :

- **De constituer une provision pour risque contentieux à hauteur de 300 775,00 € pour les dossiers suivants :**

Dossier		Estimation montant provision
RPC RH	Reconnaissance responsabilité employeur	67 596,00
RPC - PC	Complément suite échec procédure amiable	150 000,00
REP PC	Frais irrépétibles	3 000,00
	Frais irrépétibles	1 500,00
RPC RH	Domages et intérêts	56 179,00
RPC RH	Frais irrépétibles	2 500,00
RPC RH	Indemnisation	20 000,00
		300 775,00

- De dire que les crédits seront inscrits au budget de l'exercice en cours, au compte de dépenses 6815.

Fait à Marignane, le 25 MARS 2024

Le Maire,
Éric LE DISSÈS



Cet acte peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Mairie ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Marseille par courrier ou par saisine dématérialisée, via l'application « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception en sous-préfecture.